



## **OPÉRATION : Rénovation de l'école maternelle, du restaurant scolaire et d'un logement à Beaulieu-Lès-Loches**



---

### **MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE**

#### **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

---

##### **COMMUNE DE BEAULIEU-LÈS-LOCHES**

6, Place du Maréchal Leclerc

37600 BEAULIEU-LÈS-LOCHES

T : 02 47 91 94 94

Fax : 02 47 91 51 97

Mail : [mairie.beaulieu37@wanadoo.fr](mailto:mairie.beaulieu37@wanadoo.fr)

Site : [www.beaulieulesloches.eu](http://www.beaulieulesloches.eu)

## **CCAP.1 - OBJET DU MARCHÉ ET DÉSIGNATION DES CONTRACTANTS**

Le présent marché est un marché public de maîtrise d'œuvre relatif à la réalisation du projet de mise aux normes et d'amélioration de l'empreinte thermique de l'ensemble immobilier constitué de l'école maternelle, du restaurant scolaire et d'un logement communal s et ayant pour objet la réalisation de la mission définie à l'article CCAP.6.

Il est conclu entre :

- la Commune de Beaulieu-lès-Loches, désigné à l'article AE.1 de l'acte d'engagement et dénommée ci après « le maître d'ouvrage»,
- et le titulaire du marché, désigné à l'article AE.2 de l'acte d'engagement et dénommé ci-après « le maître d'œuvre ».

Conformément à l'article 81 du code des marchés publics 2006, les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa notification au maître d'œuvre.

## **CCAP.2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE),
- Le présent CCAP et ses annexes dont le programme et le coût prévisionnel des travaux.

En outre, le présent marché fait référence aux pièces générales en vigueur le 1er jour du mois de l'établissement des prix (mois m0) :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par le décret n° 78-1306 du 26 décembre 1978 modifié, sous réserve des dérogations expressément prévues à l'article CCAP.12 du présent CCAP.
- Le décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.
- L'annexe I de l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux.

En même temps que la notification du marché, il sera remis à la demande du maître d'œuvre une copie de l'original de l'acte d'engagement certifié conforme et portant la mention "copie certifiée conforme à l'original délivré en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit et en cas de cession ou de nantissement de créance consentis conformément à la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises".

## **CCAP.3 - LE MAÎTRE D'OUVRAGE**

### **3.1 – Identification de la maîtrise d'ouvrage**

La Commune de Beaulieu-lès-Loches – 6, Place du Maréchal Leclerc – 37600 BEAULIEU-LÈS-LOCHES, représentée par son Maire, Mme Sophie MÉTADIER.

### **3.2 - Pièces et renseignements à fournir par le maître d'ouvrage**

Il appartient au maître d'ouvrage de se conformer à ses obligations vis-à-vis des dispositions de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (loi MOP).

## **CCAP.4 - LA MAÎTRISE D'ŒUVRE**

### **4.1 – Identification de la maîtrise d'oeuvre**

Le maître d'œuvre est la personne physique ou morale désignée à l'article AE.2 de l'acte d'engagement.

### **4.2 - Sous-traitants**

Le maître d'œuvre peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le maître d'ouvrage et, pour les architectes, dans les conditions prévues à l'article 37 du décret n° 80-217 du 20 mars 1980 portant code des devoirs professionnels.

## **CCAP.5 - AUTRES INTERVENANTS DANS L'OPÉRATION**

- **Contrôleur technique** : Non défini.
- **Coordonnateur SPS** : recrutement en cours.

## **CCAP.6 - MISSION CONFIEE AU MAÎTRE D'ŒUVRE**

La mission confiée au maître d'œuvre dans le cadre du présent marché comprend :

### **6.1 - Mission de base**

#### 1. Etudes de diagnostic et d'esquisses :

Le Maître d'Ouvrage fournira en préalable à l'Architecte le programme de l'opération, l'échéancier et l'enveloppe budgétaire du projet ainsi que tous documents nécessaires à la conception du projet (extrait cadastral, superficie de la parcelle, servitudes, règlements divers, documents photographiques, etc.).

Le Maître d'œuvre établira des documents graphiques au 1/500ème ou au 1/200ème permettant d'exprimer les volumes.

#### 2. Avant Projet Sommaire (APS) :

Conception générale de l'ensemble du projet et établissement des documents graphiques au 1/200ème ou 1/100ème comprenant : Plan d'ensemble, Plan des différents niveaux, Coupes, Façades, Notice descriptive sommaire des travaux.

#### 3. Avant Projet Détaillé (APD) :

L'Avant Projet Détaillé comprend :

- Les démarches auprès des diverses administrations en vue du respect des réglementations en vigueur,
- Documents graphiques au 1/100ème ou 1/50ème côtés (plans, coupes, façades),

- Surfaces détaillées des locaux,
- Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux.
- Le dossier de Permis de Construire ou de déclaration préalable comprenant les documents et pièces prévues par le Code de l'Urbanisme.

#### 4. Projet – Dossier de Consultation des Entreprises :

Le Maître d'œuvre établira :

- les documents graphiques au 1/50ème (plans de tous les niveaux, coupe(s), façade(s),
- le descriptif des travaux par corps d'état,
- le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, décomposés par lots, qui sera joint au DCE,
- le coût prévisionnel des travaux par corps d'état.

#### 5. Assistance pour passation des marchés (ACT) :

Le Maître d'œuvre :

- assiste le Maître d'Ouvrage lors de l'ouverture des offres des entreprises,
- procède à la vérification et à l'analyse des offres,
- établit un rapport et propose les offres susceptibles d'être retenues,
- met au point les pièces constitutives du marché en vue de la signature par le Maître d'Ouvrage et l'entreprise retenue.

La date de démarrage des travaux sera fixée par le Maître d'Ouvrage.

#### 6. Visa (ou EXE le cas échéant) :

Le Maître d'œuvre examine la conformité au projet et vise les études d'exécution faites par l'entrepreneur.

#### 7. Direction des travaux (DET) :

Le Maître d'œuvre :

- rédige les ordres de services et les avenants au marché,
- effectue les visites de chantier, rédige les comptes-rendus et les diffuse à tous les intervenants,
- vérifie les situations de travaux et établit les propositions de paiement,
- établit le bilan financier au cours des travaux,
- établit le décompte définitif de l'opération.

#### 8. Assistance aux opérations de réception des travaux (AOR) :

Le Maître d'œuvre assiste le Maître d'Ouvrage en vue de la réception des travaux, rédige les procès verbaux et établit la liste des réserves éventuelles.

#### 9. Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) :

Le Maître d'œuvre :

- modifie le cas échéant les plans pour les mettre en conformité avec la réalisation des travaux,
- collecte l'ensemble des plans, schémas techniques et procès verbaux d'essais,
- transmet l'ensemble de ces documents au Maître d'Ouvrage.

### **6.2 – Mission complémentaire**

---

La mission d'Ordonnancement, de Pilotage et de Coordination (OPC) confiée au maître d'œuvre a pour objet :

- pour l'ordonnancement et la planification : d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux ; de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique, par des documents graphiques et de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités
- pour la coordination : d'harmoniser dans le temps et dans l'espace, les actions des différents intervenants au stade des travaux, et le cas échéant, de présider le collège interentreprises d'hygiène et de sécurité
- pour le pilotage : de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

## **CCAP.7 - MODALITÉS ET DELAIS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ**

## 7.1 – Délais d'exécution

---

La livraison du bâtiment est fixée au plus tard au 1er Mars 2014. La Commune de Beaulieu-lès-Loches s'est fixée pour objectif une livraison de l'ensemble du bâtiment le 28 Février 2014.

L'acceptation de ce planning prévisionnel par le candidat (et à fortiori son respect pour le déroulement de l'opération) sera l'un des critères de jugement de son offre.

Le planning prévisionnel de l'opération fixé par la **Mairie de Beaulieu-lès-Loches** est le suivant :

- 9 novembre 2015 Choix du maître d'œuvre par le Conseil Municipal
- Décembre 2015 Esquisses, estimatif des travaux, dépôt des demandes chiffrées de subvention
- Janvier 2016 APD - Dépôt du PC / de la DP
- Janvier/février 2016 DCE
- Mars 2016 Appel d'offres
- Juillet 2016 Démarrage des travaux

La totalité des travaux doit être achevée le 1<sup>er</sup> septembre 2017.

Les délais d'exécution de chaque élément de la mission de maîtrise d'œuvre sont fixés comme suit :

Mission	Délai de réalisation maître d'oeuvre	Délais d'approbation max. par la Commune
Etudes d'esquisse	4 semaines	5 jours
Etudes d'avant-projet sommaire	4 semaines	5 jours
Etudes d'avant-projet définitif	3 semaines	5 jours
Dossier de consultation des entreprises	8 semaines	5 jours
Dossier des ouvrages exécutés	4 semaines	30 jours

Par dérogation à l'article 32-2 du CCAG-PI, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les études lui seront présentées.

Le maître d'ouvrage accuse réception de la remise des études et procède à leur validation dans les délais indiqués ci-dessus. Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans les délais définis ci-dessus, la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément au dernier alinéa de l'article 33.1 du CCAG-PI. L'approbation tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

Les études sont remises au maître d'ouvrage sous format papier en double exemplaire ainsi que sur support numérique aux formats courants (DWG ou DXF pour les plans, PDF ou MS Office pour les autres documents).

## 7.2 - Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

---

Conformément à l'article 13 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le maître d'œuvre doit procéder, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé. Le projet de décompte mensuel est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui l'envoie ensuite au maître d'ouvrage.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs et à leur transmission au maître d'ouvrage est fixé à **15 jours** à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

### **7.3 - Vérification du projet de décompte final des entrepreneurs**

---

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.31 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé. Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.41 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le décompte général. Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et à sa transmission au maître d'ouvrage est fixé à **15 jours** à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

### **7.4 - Avenants négociés avec le maître d'ouvrage**

---

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant conformément aux dispositions des articles 29 et 30 du décret 93-1268 du 29 novembre 1993.

De plus, toute modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment :

- des conséquences sur le marché de maîtrise d'œuvre, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, conformément aux dispositions de l'article 2-1 de la loi MOP
- des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage, conformément à l'article 30-3 du décret 93-1268 du 29 novembre 1993
- des aléas non imputables à la maîtrise d'œuvre
- au stade de la consultation des entreprises, des variantes qui seraient acceptées par le maître d'ouvrage et qui remettraient en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, rendant ainsi nécessaire la reprise des études
- des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux
- du suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

### **7.5 - Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre**

---

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage. Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 2-5 du CCAG Travaux.

Toutefois, le maître d'œuvre ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par le maître d'ouvrage ou avoir obtenu une décision écrite préalable dans les cas suivants :

- modification du programme initial entraînant une modification de projet ;
- notification de la date de commencement des travaux ;
- passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle ;
- notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus ;
- interruption ou ajournement des travaux ;
- modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage.

### **7.6 - Achèvement de la mission de maîtrise d'œuvre**

---

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

### 8.1 – Forfaits de rémunération

---

Le forfait provisoire de rémunération est calculé en fonction du contenu et de l'étendue de la mission, de la complexité de l'opération et de l'importance des travaux. Il est calculé sur la base d'un pourcentage appliqué au montant hors taxes des travaux prévu par le maître d'ouvrage .

L'estimation du coût des travaux s'appuie sur un estimatif interne. Le coût d'objectif est d'au maximum 300 k€ HT, comprenant travaux, honoraires et frais divers.

Il sera recherché des solutions plus économiques, qui tiendront compte notamment des financements mobilisables.

Le taux d'honoraires et le montant du forfait provisoire de rémunération du maître d'œuvre sont fixés à l'article AE.4 de l'Acte d'Engagement.

Le forfait définitif de rémunération est fixé par voie d'ordre de service en même temps que la détermination du coût prévisionnel définitif des travaux. Ce coût prévisionnel définitif est arrêté au plus tard à la phase APD et notifié au maître d'œuvre par avenant. Il est le produit du taux de rémunération fixé à l'Acte d'Engagement par le coût prévisionnel définitif des travaux. Ce forfait est exclusif de toute autre rémunération dans le cadre de la réalisation de cette opération.

### 8.2 – Prix

---

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 fixé à l'Acte d'Engagement.

Le prix ferme sera actualisé par application au prix du marché d'un coefficient Ci d'actualisation, donnée par la formule :  $Ci = (Im-3) / Io$  dans laquelle Io est l'index ingénierie du mois m0 études et (Im-3) est l'index ingénierie du mois antérieur de 3 mois au mois "m" contractuel de commencement d'exécution des prestations.

### 8.3 - Règlement des comptes

---

#### 8.3.1. Avance versée au titulaire

Il n'est pas prévu d'avance.

#### 8.3.2 - Les acomptes

Le montant de chaque acompte sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Le décompte périodique établi par le maître d'œuvre, pour l'établissement des acomptes, correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante. Il précise également la somme due au titre du décompte présenté. Ce montant est évalué en prix de base hors TVA et en TTC.

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues dans le présent CCAP, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

#### 8.3.3- Décompte final et décompte général :

Le décompte final définissant la rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, établi par le maître d'œuvre comprend :

- le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ;
- la pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage, telle que définie à l'article CCAP.9.
- les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître de d'œuvre en application du présent marché.

Le décompte général est établi par le maître de l'ouvrage puis notifié au maître d'œuvre, il devient définitif dès l'acceptation par le maître d'œuvre. Il comprend :

- le décompte final ci-dessus ;
- la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- le montant, en H.T. du solde, ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- l'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ;
- l'incidence de la T.V.A ;
- l'état du solde à verser au titulaire, ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus ;
- la récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser, cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

#### 8.3.4 - Délai de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, des intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux applicable est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires commencent à courir, majoré de deux points.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement.

## **CCAP.9 - ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE ET PÉNALITÉS**

### **9.1 – Coût des travaux et seuils de tolérances**

#### 9.1.1. Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux et seuil de tolérances en phase de conception

Le coût prévisionnel est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage. L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de l'APD sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux.

L'estimation définitive est assortie d'un taux de tolérance de **5 %**.

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux X (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

#### Prise en compte des modifications intervenues

Si en cours d'exécution du marché, le maître d'ouvrage décide des modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant, conformément à l'article 8.1.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT 01 pour l'ensemble des travaux.

#### Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises



Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

#### Respect de l'engagement du maître d'œuvre

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot.

Lorsque le coût de référence dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, le maître d'ouvrage peut :

- soit accepter l'offre ou les offres des entreprises ;
- soit demander à la maîtrise d'œuvre une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût.

Dans ce cas, conformément à l'article 30.I alinéa 2 du décret du 29 novembre 1993, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire.

Dans tous les cas, aucune pénalité financière ne peut être appliquée à ce stade.

#### 9.1.2 - Après la passation des marchés de travaux

##### Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

##### Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de **5 %**.

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux X (1 + taux de tolérance)

##### Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

##### Conséquences du non respect de l'engagement

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) X (taux de pénalité = taux de rémunération X 2).

Cependant, conformément à l'article 30.II du décret 93-1268 du 29 novembre 1993, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

## 9.2 - Pénalités de retard applicables à la maîtrise d'œuvre

### 9.2.1 - Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des documents, dont les délais sont fixés à l'article CCAP.7 de l'acte d'engagement, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de :

1 / 5 000ème	de l'élément de mission ESQ - DIAG
1 / 5 000ème	de l'élément de mission APS
1 / 5 000ème	de l'élément de mission APD
1 / 5 000ème	de la partie de l'élément de mission ACT correspondant au DCE
1 / 5 000ème	de l'élément de mission AOR correspondant au DOE déduction faite des jours de retard imputables aux entreprises

### 9.2.2 - Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décomptes et du décompte final

Si le délai fixé à l'article CCAP.7.2 n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant, par jour de retard, est fixé à **1 / 5 000ème** du montant toutes taxes comprises de l'acompte correspondant.

Cependant, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entreprises, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables, dans la limite du taux légal majoré de 2 points.

### 9.2.3 - Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de **30 jours** à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 20 €.

## CCAP.10 - ASSURANCES DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels. Il assume en particulier celles qui découlent des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 2270 du code civil dans les limites de la mission qui lui est confiée. Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par le contrat d'assurance désigné à l'acte d'engagement.

L'attestation d'assurance professionnelle du maître d'œuvre est jointe au présent contrat. Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

## CCAP.11 - RÉSILIATION DU MARCHÉ / LITIGES

### 11.1 - Résiliation du marché

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 35 à 40 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

#### 11.2.1 - Résiliation sur décision du maître d'ouvrage

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du maître d'œuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée conformément à l'article 35-1 du CCAG-PI et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée sans abattement. Dans ce cas de résiliation, l'indemnisation prévue au 4° de l'article 36.2 du CCAG-PI est fixée à 10 % de la partie résiliée du marché.

#### 11.2.2 - Résiliation sur demande du maître d'œuvre

Conformément aux articles 39-7 et 39-8 du CCAG PI, si le maître d'œuvre rencontre des difficultés imprévisibles dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, il peut en demander la résiliation au maître d'ouvrage. Les prestations réalisées sont réglées sans abattement.

#### 11.2.3 - Résiliation aux torts du maître d'œuvre

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 37 et 39 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

Toutefois, en cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 39-1 du CCAG-PI), les prestations sont réglées sans abattement.

### **11.3 - Tribunal compétent en cas de litige**

---

En cas de litige, les parties conviennent, conformément à l'article R.312-11 du code de justice administrative, de saisir le Tribunal Administratif d'Orléans.

## **CCAP.12 - DÉROGATIONS AU CCAG-PI**

---

L'article CCAP-7.1 déroge à l'article 32-2 du CCAG-PI.

---

**A** , le

**Cachet et Signature du contractant** précédés de la mention manuscrite « Lu et approuvé »